

Message du président

À plusieurs égards, l'année 2002 a été difficile pour les producteurs de lait. Mais face à l'adversité, nous avons su répondre par la solidarité et la mobilisation.

Deux des trois piliers de la gestion de l'offre, le prix et le contrôle des importations, qui sont de responsabilité gouvernementale, sont menacés. Les appuis verbaux des politiciens sont insuffisants. Nos manifestations de Saguenay, en août, et d'Ottawa, en novembre et en décembre, ont montré notre détermination à voir le gouvernement agir.

En début d'année, nous avons obtenu un déblocage important sur la question du prix du lait. La Commission canadienne du lait (CCL) a enfin reconnu la légitimité de notre revendication d'un prix du lait qui couvre le coût de production d'au moins 50 % d'entre nous. Elle s'est engagée par écrit à atteindre cet objectif d'ici le 1^{er} février 2006.

Votre conseil d'administration a aussi décidé d'accentuer ses efforts au plan provincial pour négocier un prix du lait de classe I, dans le cadre des conventions de mise en marché, qui nous permette de rétablir notre part du prix de détail.

Le rythme auquel la CCL semble vouloir se rapprocher de l'objectif avec son annonce de décembre est loin de combler les besoins des producteurs de lait comme la manifestation de décembre l'a montré. La Fédération maintiendra la pression dans ce dossier, aux plans fédéral et provincial.

À Saguenay, comme à Ottawa, nous dénonçons la mollesse du fédéral dans le dossier des importations de produits qui contournent les tarifs sur les produits laitiers, comme les mélanges d'huile de beurre et de sucre utilisés dans la fabrication de la crème glacée. Ces importations nous ont fait perdre l'équivalent de 3 % de notre quota de mise en marché. À la suite de la manifestation de Saguenay, nous avons obtenu que les ministres responsables mandotent une équipe de hauts fonctionnaires pour qu'ils proposent des solutions.

La décision de l'Organe d'appel de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le 20 décembre, a mis un terme au régime canadien d'exportation individuel. Le Canada conserve la possibilité d'exporter dans les limites de ses engagements à l'OMC. C'est une décision décevante qui nous donne une preuve de plus du penchant de l'OMC pour le plus fort, en l'occurrence les États-Unis, ou pour les purs et durs du néolibéralisme, comme la Nouvelle-Zélande. Elle risque cependant d'avoir des conséquences que l'OMC et les États-Unis ne souhaitaient pas. En effet, elle pourrait



MESSAGE FROM THE CHAIRMAN

In many respects, 2002 was a difficult year for dairy producers. But we were able to respond to adversity with solidarity and by mobilizing our forces.

Two of the three pillars of supply management – price and import control – are government responsibilities that are in jeopardy. The politicians' verbal assurances of support are insufficient. Our demonstrations in Saguenay in August, and in Ottawa in November and December, showed our determination to see the government take action.

At the beginning of the year, we made a major breakthrough on the milk pricing issue. The Canadian Dairy Commission (CDC) finally recognized the legitimacy of our demand for a milk price that covers the cost of production of at least 50% of producers. It made a commitment in writing to achieve this objective by February 1, 2006.

Your Board of Directors also decided to step up efforts at the provincial level to negotiate a Class I milk price under the Marketing Agreements that allows us to regain our share of the retail price.

The rate at which the CDC seems to be approaching the objective, with the price increase announced in December, is a long way from meeting the needs of dairy producers, as the December demonstration showed. The Federation will keep up the pressure on this issue at both the federal and provincial levels.

In Saguenay and in Ottawa, we denounced the federal government's lack of resolve on imports that circumvent the tariffs on dairy products, such as the butteroil-sugar blends used in ice cream manufacturing. These imports have caused us to lose the equivalent of 3% of our market sharing quota. After the Saguenay demonstration, we obtained a commitment from the Ministers concerned to mandate a Working Group of senior bureaucrats to propose solutions.

The decision of the World Trade Organization (WTO) Appellate Body on December 20 put an end to the Canadian individual export system. Canada can still export within the limits of its WTO commitments. This is a disappointing decision that once again proves the WTO's tilt to the strongest party, in this instance the United States, or new-liberal hardliners like New Zealand. However, it is likely to have consequences that the WTO and the United States did not want. In fact, it could serve as a springboard to contest the right to export beyond the limits of the WTO commitments by any country that has a domestic support policy for a given sector.

In the light of this WTO decision and the tighter management it imposes, our adoption of production discipline measures at the April 2002 General Meeting appears to have been a particularly wise decision.

servir de tremplin à la contestation du droit d'exporter au-delà des limites des engagements à l'OMC de tout pays qui a une politique de soutien interne pour un secteur donné.

À la lumière de cette décision de l'OMC et de la gestion plus serrée qu'elle nous impose, il apparaît encore plus sage d'avoir adopté des mesures de discipline de production à l'assemblée générale d'avril 2002.

La décision de l'OMC nous offre aussi l'opportunité de travailler davantage sur les possibilités de croissance de notre marché intérieur. C'est une vision que partagent les petits transformateurs québécois qui croient au potentiel des fromages fins et artisanaux. La Fédération et les deux paliers de gouvernement travaillent avec eux dans un projet pour le développement de ce marché. Nous rechercherons toutes les occasions rentables de croissance en collaboration avec tous nos partenaires.


Le plus gros défi qui se présentera à nous au cours de l'année 2003 sera sans aucun doute celui des négociations de l'OMC sur le commerce agricole. Les propositions déposées par les différents pays en 2002 ne vont pas dans le sens de la position canadienne qui prévoit le maintien des tarifs et de l'accès à leurs niveaux actuels. Or nos frontières, déjà trop poreuses, deviendraient de véritables passoires si le Canada concédait quelque ouverture que ce soit.

La gestion de l'offre constitue le meilleur système pour pallier les déficiences du marché et assurer aux producteurs, sans subventions de l'État, stabilité et sécurité de revenu. Elle garantit aux consommateurs un approvisionnement en produits laitiers de qualité parmi les moins chers du monde et permet aux transformateurs de réaliser de bons bénéfices.

Le président américain, Georges W. Bush, a défendu en 2002 la généreuse politique de soutien à l'agriculture de son pays en déclarant : « Notre nation est bénie parce que nous pouvons produire notre propre nourriture et qu'en conséquence nous sommes en sécurité. Une nation qui peut nourrir son peuple est une nation plus sécuritaire. »

Depuis plus d'une décennie, au contraire des États-Unis, le Canada a sabré cruellement dans ses dépenses agricoles. Notre pays n'a pas les moyens des Américains; il ne peut donc se permettre de se passer de la gestion de l'offre. C'est pourquoi il devra prendre des mesures pour la préserver dans le cadre des négociations de l'OMC.

L'année qui vient sera cruciale pour nous et notre système de mise en marché. Nous devons nous serrer les coudes et faire preuve comme jamais d'unité et de solidarité. Je suis convaincu que nous relèverons ces défis.



Jean Grégoire, président

The WTO ruling also provides an opportunity to devote more effort to exploring the growth potential of our domestic market. This is a vision shared by small Quebec processors who believe in the potential of specialty and non-industrial cheeses. The Federation and both levels of government are working with them on a project to develop this market. We will look for every profitable growth opportunity in collaboration with all our partners.


The biggest challenge facing us in 2003 undoubtedly will be the WTO negotiations on agricultural trade. The proposals tabled by the different countries in 2002 go against Canada's position that tariffs and access must be maintained at current levels. Our borders, already too porous, would become sieves if Canada were to make any concessions.

Supply management is the best system to mitigate market deficiencies and assure producers of revenue stability and security without government subsidies. It also guarantees consumers a secure supply of quality dairy products that are among the cheapest in the world and allows processors to make good profits.

In 2002, U.S. President George W. Bush defended his country's generous policy of agricultural support by declaring: "We are a blessed nation because we can grow our own food and, therefore, we are secure. A nation that can feed its people is a more secure nation."

For over a decade, unlike the United States, Canada has cruelly slashed its agricultural expenditures. Our country does not have the same resources as the United States. It therefore cannot afford to do without a supply management system. That is why it will have to take steps to preserve it in the WTO negotiations.

The year ahead will be crucial for dairy producers and for our marketing system. We will have to pull together and show unity and solidarity as never before. I am convinced that we will meet the challenges.



Jean Grégoire, Chairman